

Initiatives ministérielles

aurait été plus facile de comprendre la mythologie grecque que le régime fiscal simplifié.

Le gouvernement tente si maladroitement de faire adopter sa taxe sur les produits et services, même réduite à 7 p. 100, que la population canadienne ne l'acceptera pas. J'invite les députés d'en face à nous écouter, nous qui avons fait notre devoir et permis aux Canadiens d'avoir leur mot à dire et de présenter à la Chambre des pétitions portant plus de 600 000 signatures.

De grâce, collègues du parti ministériel, retournez sonder l'opinion de vos électeurs. Peut-être vous rendrez-vous compte que votre tâche première est de représenter vos électeurs et non les grands manitous conservateurs à la tête de votre groupe. Retournez dans vos circonscriptions et écoutez ce que les gens ont à dire. Retirez cette taxe. Certains d'entre vous sortiront peut-être gagnants des prochaines élections.

• (2000)

[Français]

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Madame la Présidente, je suis heureux de participer aussi à ce débat ce soir. Je viens d'entendre ma collègue qui était complètement montée, qui criait presque, pour signifier son opposition. Je lui rappellerai peut-être les propos d'un de ses collègues, le député de York-Centre qui disait ceci en septembre dernier en parlant du rôle de l'opposition à la Chambre des communes, et voici ce qu'il disait: «L'orientation de l'opposition, les outils qu'elle a à sa disposition, les attentes de ses divers groupes de soutien, la rhétorique sanctifiée de la tradition est que l'opposition s'oppose. Il a toujours été très rare, exceptionnel et même remarquable d'obtenir de l'aide de l'opposition lorsque nous étions au pouvoir et il est vrai que le système se doit de bien fonctionner et en fait, de réussir sans elle».

Madame la Présidente, à partir de ces propos, on peut voir que l'opposition ne regarde pas si ce que nous présentons a du bon sens ou pas, elle ne regarde pas si c'est dans l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes, mais elle s'oppose tout simplement et essaie de soulever n'importe quelle crainte pour faire en sorte d'attirer l'attention de la population et leur créer des peurs pour que les gens s'objectent.

Rappelez-vous le débat sur le libre-échange pendant la dernière campagne électorale et ce qu'on a même tenté de faire accroire à nos personnes âgées. On leur a dit: Si le libre-échange passe, votre pension de sécurité de vieillesse est menacée! C'est un bel exemple de démagogie qui a été véhiculée pendant la dernière campagne électorale pour essayer d'aller chercher des votes et pour faire en sorte que les gens s'opposent au libre-échange.

M. Milliken: Non, non, ce n'est pas vrai!

M. Blackburn: Je vois encore le député de l'opposition qui me dit: Non, non, ce n'est pas vrai.

Mais je le sais, j'étais dans la campagne électorale et je connais les questions des personnes âgées et je sais ce qu'elles nous disaient, les craintes qu'elles avaient à cause de cette démagogie qui avait été véhiculée par vous autres, mesdames et messieurs de l'opposition.

Une voix: C'est faux.

M. Blackburn: Revenons-en au débat de ce soir, madame la Présidente. Pourquoi est-ce que nous imposons une taxe sur les produits et services? C'est quoi qui est derrière tout cela? D'abord, il y a 60 ans, nous étions un des premiers pays industrialisés à imposer une taxe au stade de la fabrication. Cette taxe-là aujourd'hui, madame la Présidente, nous donne en revenus, 18 milliards par année.

Alors pourquoi veut-on changer le système? Pourquoi est-ce qu'on ferait cela?

Voici quelques-unes des raisons, madame la Présidente. Aujourd'hui, comparativement à il y a 60 ans, il y a près de 52 pays au monde qui ont la même taxe que nous voulons nous-mêmes mettre en place. Alors que nous étions les premiers il y a 60 ans, aujourd'hui, maintenant, nous sommes parmi les derniers pays industrialisés à le faire.

Et je vais vous en nommer des pays, et mon collègue d'en face ne semble pas trop le croire: l'Afrique du Sud, l'Allemagne de l'Ouest, le Chili, la Corée, le Costa-Rica, le Japon, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, Taïwan, la Suède, ce sont tous des pays. . . et je pourrais lui donner une liste de 52 différents pays qui ont cette taxe sur les produits et services.

Or, pourquoi fait-on cela, madame la Présidente? D'abord, actuellement, lorsqu'un produit nous vient, mettons, des États-Unis, qu'on importe un produit quelconque et qu'il arrive sur les tablettes ici, comparativement à un des nôtres. . . On va prendre un exemple, on va prendre un vélo, une bicyclette, madame la Présidente. Je ne sais pas si mon collègue a des jeunes enfants, mais chez nous il y a encore des jeunes enfants et ils achètent des bicyclettes, du moins j'ai à les aider parce que moi aussi j'essaie de faire en sorte qu'ils contribuent à leurs achats. Or, voici: Un vélo qui est fabriqué ici, au Canada, coûte à produire environ 50,00 \$. Une fois que vous ajoutez tout ce qu'il a coûté au niveau de la promotion, de la publicité et les différents services qu'on ajoute, votre même bicyclette, lorsqu'elle arrive chez le grossiste est rendu au coût de 75,00 \$. À ce moment-là, on impose ce qu'on appelle notre fameuse taxe de 13,5 p. 100. La même bicyclette qui arrive des États-Unis, arrive à notre frontière alors que son coût est de 50,00 \$ et on lui impose aussi la taxe. Ce qui fait que la nôtre, comparativement à celle qui nous vient des États-Unis, est plus cher sur les tablettes, plus cher que celle que nous allons